

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton  
74 000 ANNECY

Annecy, le 13/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS)**

110, rue des sarcelles - Z.I. des Bordets

74130 Bonneville

Références : 20231206-RAP-InspNeoforBetempsBonneville-Reexamen  
Code AIOT : 0006104555

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS) implanté 110, rue des sarcelles Z.I. des Bordets 74130 Bonneville. L'inspection a été annoncée le 17/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEOFOR BONNEVILLE BETEMPS (EX BETEMPS BOIS)
- 110 , rue des sarcelles Z.I. des Bordets 74130 Bonneville
- Code AIOT : 0006104555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BETEMPS Bois a été rachetée en 2015 par le groupe CAMSEL dont le siège social est situé à Brassac (81). Le groupe CAMSEL, devenu NEOFOR en 2018, détient 3 scieries en France dont celle de la société BETEMPS. Il représente 100 personnes et 20 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Du fait de la modification de dénomination du groupe CAMSEL en NEOFOR, la société BETEMPS Bois s'appelle désormais NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS. Il s'agit d'un simple changement de raison sociale, les numéros SIRET et SIREN ayant été conservés.

L'établissement de Bonneville est spécialisé dans la première transformation du bois (scierie). A ce titre, la société NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS utilise des installations classiques de travail du bois : tronçonneuses, écorceuses, scies à ruban et circulaire, déligneuses, etc.

L'entreprise exploite aussi deux séchoirs à bois fonctionnant au gaz naturel, trois installations de mise en œuvre de produit pour la préservation du bois (deux bacs de traitement fongicide / insecticide et un bac de traitement anti-bleu) ainsi qu'une cuve de coloration du bois.

Une partie des grumes est stockée sur le site de la Z.I. des Bordets et une autre partie sur le site des "Charbonnières" à Bonneville, situé à environ 2,5 km à l'Est de la scierie. Les grumes sont arrosées de mi-avril à début / mi-novembre afin d'éviter le développement de parasites (insectes).

Les essences travaillées sont essentiellement du sapin, de l'épicéa et un peu de douglas ou du mélèze. Elles proviennent de Haute-Savoie, de Savoie, de l'Ain, de l'Isère, du Rhône (douglas) et de la Haute-Loire (douglas).

L'établissement fabrique des planches, des poutres, des madriers, des liteaux etc.

Ces produits sont destinés à différents marchés:

- Gros bâtiment, renouvellement de toiture, charpente, etc (principalement pour le marché local).
- Négoces de bois (France).
- Grandes surfaces de bricolage (France).
- Emballages : caisses, palettes (France).

L'effectif de l'établissement est d'environ 42 personnes, dont une travaille pour l'exploitation forestière qui est intégrée à la société.

Le site de Bonneville occupe une superficie d'environ 8 hectares.

Sur le plan de la situation administrative, l'exploitation de l'établissement est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2016-0043 du 21 juin 2016. De plus, le site ayant une capacité de traitement du bois supérieure à 75 m<sup>3</sup> par jour, il est classé sous la rubrique n° 3700 de la nomenclature des installations classées et relève à ce titre du champ d'application de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive "IED". Pour cette raison, l'établissement est classé prioritaire au sens de la note du 24 novembre 2016 relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Le changement de raison sociale sus-mentionné a fait l'objet d'une télédéclaration auprès de monsieur le préfet, la preuve de dépôt ayant été délivrée le 17 juin 2019 sous le n° A-9-03C00TQCP.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative du site
- Dossier de réexamen IED
- Surveillance environnementale (eaux souterraines)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réexamen IED - positionnement vis-à-vis des cas définis au R515-70 III.	Code de l'environnement du 17/05/2017, article R515-70 III. / R515-71 I. / R515-72	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Surveillance environnementale eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.1.8.4	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Surveillance environnementale eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.1.8.5	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant précisera à l'inspection la situation administrative de son site de « Vougy » dans un délai d'un mois (possède-t-il son propre récépissé de déclaration au titre de la rubrique 1531 ? Était-il intégré au dossier lié à la procédure ayant conduit à l'établissement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 2016 ?).

Le cas échéant, l'exploitant déclarera une cessation partielle d'activité sur son site « des bordets » et télédéclarera ses activités sur le site de « Vougy ».

L'exploitant précisera dans un délai d'un mois les rubriques IOTA concernées par son site de « Vougy », ainsi que la situation administrative du forage.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, son avis la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra détailler sa justification des capacités maximum de produits que chaque bain est susceptible de contenir (en mettant en regards les volumes totaux des cuves et les dispositions mécaniques et organisationnelles). Il précisera alors si ces volumes restent cohérents avec les volumes prescrits dans l'arrêté préfectoral du 21 juin 2016, et si les volumes de rétentions sont suffisants.

Dans un délai de 3 mois l'exploitant devra, pour chacun de ses sites (les Bordets et Vougy) :

- répondre au sondage DREAL concernant les consommations en eau des sites ICPE et permettant de porter les demandes d'adaptation des prescriptions sécheresse (cas 3 a priori pour le site de Vougy et cas 1 ou 3 pour le site des Bordets)
- produire un plan de sobriété hydrique (PSH) par site.

L'exploitant devra se munir de boudins absorbants, et transmettre à l'inspection tout justificatif probant (bon de commande, photo des boudins reçus, etc.) dans un délai de 3 mois.

L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, formaliser une procédure pour préciser l'adaptation qui est faite sur les abaques de produits pur proposé par Adkalis, et ainsi déterminer clairement les indices de réfractions à partir desquels les ajouts de produits (ou d'eau) doivent être faits sur les équipements propres à Neofor Betemps Bonneville.

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le courriel du fournisseur Adkalis qui précise les caractéristiques d'évaporation de ses produits.

L'exploitant devra transmettre, dans un délai d'un mois, un complément à son dossier (ou un dossier mis à jour) afin de préciser son positionnement vis-à-vis de la MTD 46-f.

L'exploitant devra au plus vite, et dans un délai maximum de 2 mois, faire réaliser une campagne de mesures sur les eaux souterraines se rapportant à l'ensemble des paramètres imposés par l'arrêté d'autorisation du site.

Il apportera une explication à l'inspection sur les différences constatées (mentionnées plus haut) entre les différents rapports de mesures et également avec l'arrêté d'autorisation du site, au plus tard dans un délai de 15 jours.

L'exploitant s'assurera que les prochaines mesures sur les eaux souterraines (2 campagnes par an) comportent bien la liste exhaustive des paramètres mentionnés à l'article 6.1.8.4 de l'arrêté d'autorisation du site.

L'exploitant devra s'astreindre à renseigner la plateforme GIDAF dès réception des rapports de mesures. En particulier il renseignera les analyses de 2023 sur la plateforme GIDAF dans un délai d'un mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 3			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation partielle d'activité (rubrique 1531)			
<b>Prescription contrôlée :</b> Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :			
Nature de l'activité	Niveau d'activité	Rubrique de la nomenclature	Régime (*)
Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 m3 par jour, autre que le seul traitement contre la coloration	Capacité de production de bois traité :  110 m <sup>3</sup> /jour.	3700	A
Installation de mise en œuvre de produits de préservation du bois	Une installation de traitement du bois contenant 13 m <sup>3</sup> de produit.	2415-1	A
	Une installation de traitement du bois contenant 33 m <sup>3</sup> de produit.		
	Une installation de traitement du bois contenant 15 m <sup>3</sup> de produit.		
	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations : 61 m <sup>3</sup> .		

Application, séchage de peinture sur support quelconque (bois)	Une installation de coloration du bois contenant 6 m <sup>3</sup> de produit.	2940-I-a	A
Ateliers où l'on travaille le bois	Puissance de l'ensemble des machines présentes dans l'installation concourant au travail du bois : 1900 kW.	2410-B-1	E
Stockage de bois ne relevant pas de la rubrique 1531	Volume total de bois susceptible d'être stocké : 12 320 m <sup>3</sup> .	1532-3	D
Stockage de bois par voie humide (aspersion) non traité chimiquement	Volume total de bois susceptible d'être stocké (grumes): 15 000 m <sup>3</sup> .	1531	D
Stockage des produits purs de préservation du bois (substances ou mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë I ou chronique I)	Quantité totale susceptibles d'être stockée : 2 tonnes	4510	NC
Installation de combustion consommant du gaz naturel	Puissance thermique nominale installée : une chaudière de 600 kW.	2910	NC
Travail mécanique des métaux et alliages	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 30 kW.	2560	NC
Produits pétroliers spécifiques (essences, gazoles, fioul lourd, etc)	Stockage de gazole non routier (GNR) Quantité susceptible d'être présente dans l'installation : 660 litres	4734	NC
Installation de distribution de liquides inflammables (station-service privée)	Un poste de distribution de gazole non routier (GNR) délivrant 150 m <sup>3</sup> de gazole par an.	1435	NC
(*) A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; NC : installations et équipements non classés mais proches ou connexes à des installations relevant du régime de l'autorisation.			

#### Constats :

Selon l'exploitant, ses activités n'ayant pas évolué sensiblement depuis la rédaction de l'arrêté préfectoral autorisant le site, les volumes d'activités présentés dans l'article 3 sont respectées, à l'exception de la rubrique 1531.

En effet, selon l'exploitant, le volume de stockage de bois par aspersion déclarée de 15 000 m<sup>3</sup> n'est plus présent sur le site dit « des bordets » depuis environ 2013. Ce stockage a été transféré sur le site de « Vougy ».

<p>L'exploitant précisera à l'inspection la situation administrative de son site de « Vougy » dans un délai d'un mois (possède-t-il son propre récépissé de déclaration au titre de la rubrique 1531 ? Était-il intégré au dossier lié à la procédure ayant conduit à l'établissement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 2016 ?).</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant déclarera une cessation partielle d'activité sur son site « des bordets » et télédéclarera ses activités sur le site de « Vougy ».</p> <p>En outre, selon les dires de l'exploitant, le site de « Vougy » comporte un forage pour le prélèvement d'eau lié à l'arrosage des grumes. L'exploitant précisera dans un délai d'un mois les rubriques IOTA concernées par son site de « Vougy », ainsi que la situation administrative du forage susmentionné.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Réexamen IED - positionnement vis-à-vis des cas définis au R515-70 III.**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/05/2017, article R515-70 III. / R515-71 I. / R515-72</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réexamen IED - positionnement vis-à-vis des cas définis au R515-70 III.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R515-70 III - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;</li> <li>b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;</li> <li>c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.</li> </ul> <p>R515-71 I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.</p> <p>R515-72 Le dossier de réexamen comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;</li> <li>2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;</li> <li>3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.</li> </ul>



## Constats :

Selon le 2°) de l'article R515-72 du code de l'environnement, le dossier de réexamen du site doit comporter un avis de la part de l'exploitant quant à la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

Le dossier transmis à l'inspection ne comporte pas cet avis.

**L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, son avis la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.**

La visite d'inspection a consisté en le passage en revue de toutes justifications et dispositions prises par l'exploitant pour respecter les meilleures techniques disponibles (MTD) liées au Best available techniques REFERENCE documents (BREF) s'appliquant à son site, et pour lesquelles l'inspection avait émis des observations ou remarques en amont de la visite. Le présent point de contrôle rends compte de ces vérifications.

Dans le corps du dossier (page 9/62), il est fait mention d'un produit de coloration du bois (n'entrant pas dans le champ du classement IED). Sur questionnement de l'inspection, l'exploitant a précisé qu'il ne s'agit pas d'un produit dangereux, et a présenté la fiche de données de sécurité (FDS) du produit.

Il a donc pu être vérifié que la FDS du produit de coloration (AXIL ROUGE BAT) ne présente aucune mention de danger.

Dans le corps du dossier (page 9/62), il est fait précisé « Les déchets dangereux provenant de l'activité (boues en fond de bacs de traitement) sont pompés directement par une société spécialisée dans des camions-citernes, puis éliminés dans le centre d'incinération de déchets dangereux exploité par TREDI à Salaise-sur-Sanne (38). Il n'y a donc pas de stockage de ces déchets sur site. ».

Selon l'exploitant cette élimination a lieu tous les 4 ans, si les 4 années successives représentent des années de pleine activité, et est déclenchée par la présence d'environ 20 cm de boues en fond de cuve. En d'autres termes, la fréquence d'élimination de ces boues en fonds de cuve peut être comprise entre environ 4 ans, et jusqu'à 7 à 8 ans.

La dernière opération de curage ayant été effectuée en 2017, l'inspection a consulté de bordereau de suivi de déchets (BSD) associé. Ce dernier n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. L'exploitant a précisé avoir installé un nouvel empileur qui peut avoir comme conséquence positive de moins permettre l'accumulation de sciure sur les planches à immerger, et donc limiter d'autant la production de boues.

Dans le corps du dossier (page 9/62), sont présentées les 3 cuves de produits (« classe 2 jaune », « anti-bleu », et « classe 2 incolore »), pour des capacités respectives de bacs de 13, 15 et 33 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a précisé en séance que le bac de traitement incolore et le bac de traitement jaune sont liés à une cuve de 1000 litres (IBC) contenant le produit pur et permettant ainsi de faire l'appoint des bacs à l'aide d'un « dosatron ». Le bac de traitement anti-bleu est lui aussi relié à une cuve de 1000 l (IBC) avec dosatron.

Le bac de traitement « anti-bleu » est associé à un système "pas à pas" qui permet le traitement du bois dont les égouttures sont récupérées dans une rétention spécifique.

Ces 3 bacs sont sur rétentions individuelles et tout le système est par ailleurs au droit du sol béton faisant office de rétention globale. Ce point a pu être vérifié lors de la visite.

En revanche, les calculs présentés en séance montrent des volumes (volumes calculés par la taille des bacs) supérieurs aux capacités maximums du dossier de réexamen (volumes également définis dans l'arrêté d'autorisation du site).

Il est à noter que le premier calcul (par la taille des bacs) représente le volume maximal du contenant, s'il est exclusivement rempli de liquide, jusqu'à la limite de débordement, et sans panier de bois à traiter immergé.

Or, dans le fonctionnement de ces équipements, plusieurs points sont à prendre en compte :

- Il existe une alarme de remplissage « haut » désignée « la poire ». Celle-ci est 20 cm en dessous du bord du bac, ce qui est environ 10 cm au-dessus du niveau convenable pour traiter le panier [de planches à traiter].



- le réajustement des volumes de bains, est déclenché par les opérateurs uniquement lorsqu'un panier n'est pas entièrement immergé (visuellement). Auquel cas, une ouverture de la vanne de remplissage est contrôlée par une minuterie. Cette commande entraîne un remplissage d'eau durant 2 heures selon les dires de l'exploitant.
- le volume occupé par les paniers est d'environ 7,5 m<sup>3</sup>.

En particulier, les calculs rapides effectués en séance n'ont pas permis, en particulier pour le bain de « classe 2 incolore », de trouver une cohérence entre les volumes totaux des bains (calculs par les tailles des bains), les capacités maximums des bains (volume maximum de produits), et les capacités des rétentions associées (devant contenir 100 % de la capacité maximum de liquide susceptible d'être présent dans le bac au droit de celles-ci).

**Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra détailler sa justification des capacités maximum de produits que chaque bain est susceptible de contenir (en mettant en regards les volumes totaux des cuves et les dispositions mécaniques et organisationnelles). Il précisera alors si ces volumes restent cohérents avec les volumes prescrits dans l'arrêté préfectoral du 21 juin 2016, et si les volumes de rétentions sont suffisants.**

Dans le corps du dossier (page 9/62), il est précisé que « après 4 heures de stockage à l'intérieur sous abri, le bois traité peut être stocké à l'extérieur sans risque significatif de lixiviation par les eaux pluviales. ». Afin de confirmer cela, l'exploitant a présenté en séance la FDS des produits utilisés (notamment le produit SARPALO 860). Celles-ci précisent bien que l'égouttage est considéré complété lorsque le produit ne s'écoule plus du bois. Selon ces FDS, la phase de fixation est de 4 heures (après l'égouttage), puis s'ensuit la phase de séchage de 24 à 48h en atmosphère ventilée. Les mêmes informations sont disponibles pour le produit « anti-bleu » non pas dans une FDS mais dans la « fiche produit ».

L'exploitant a précisé en séance que les temps moyens d'égouttage sont de l'ordre de 15 minutes pour le produit « classe 2 incolore » car l'installation permet d'incliner le panier entier pour optimiser l'écoulement. Il est de l'ordre d'une heure pour le produit « classe 2 jaune » car le panier ne peut pas s'incliner. Lorsque cela est possible, l'exploitant incline les paquets présents sur le panier, afin d'améliorer l'écoulement (dès lors en moyenne un égouttage de 45 minutes est généralement suffisant). La phase de séchage est ensuite effectuée au niveau des racks Sud ou Nord dont le sol bétonné est étanche. Le bon état du sol des racks Nord et Sud a été vérifié lors de la visite des installations.

Une partie des planches traitées peut ensuite être stockée sur des zones non revêtues. Cependant, les FDS (ou fiche produit pour l'anti-bleu) précisent qu'après la phase de séchage, le produit n'est plus susceptible de migrer dans les eaux pluviales par lessivage.

#### MTD 5-a :

Il est précisé (page 20/62) qu'en cas de fuite ou déversement de liquide dangereux, de la sciure serait utilisée pour absorber le liquide déversé. Tel qu'indiqué dans le dossier, et sur confirmation de la part de l'exploitant lors de la visite d'inspection, aucun incident de ce type ne s'est produit sur le site. L'inspection des installations classées a rappelé qu'en cas d'utilisation de sciure comme absorbant de produits dangereux en cas d'incident, celle-ci devra être éliminée dans une filière adaptée.

#### MTD 18 :

Le dossier précise que le périmètre IED considéré n'est pas concerné par cette MTD car les activités ne sont pas émettrices de poussières. Cette position a été confirmée par l'exploitant en séance.

#### MTD 19, points c, d, e, f, et h :

L'exploitant a confirmé en séance que ces points sont inadaptés aux activités du site, considérant que les seules consommations électriques considérées dans le périmètre IED sont liées aux moteurs des systèmes de trempage des paniers, et aux résistances électriques utilisées uniquement pour maintenir les bains « hors gel ». Ces consommations électriques ne peuvent pas être réduites car directement liées au niveau de production (pour les moteurs) et aux conditions météorologiques (maintien hors gel).

#### MTD 20 :

Concernant les rejets aqueux, le site ne produit pas d'effluents liés au process industriel.

Concernant les consommations d'eau, l'exploitant a précisé qu'il déploie un diagnostic « éco-flux » et que dans ce cadre, deux visites d'audit auront lieu très prochainement (12 et 19 décembre 2023). Le sujet de l'eau sera intégré dans ces réflexions. Notamment l'exploitant a évoqué la possibilité de récupérer l'eau de pluie (des toitures) pour intégration dans le process industriel.

**Le sujet a été élargi aux dispositions sécheresse prévues par l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022 et par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Dans ce cadre, dans un délai de 3 mois l'exploitant devra, pour chacun de ses sites (les Bordets et Vougy, cf. point de contrôle n°1) :**

- répondre au sondage DREAL concernant les consommations en eau des sites ICPE et permettant de porter les demandes d'adaptation des prescriptions sécheresse (cas 3 a priori pour le site de Vougy et cas 1 ou 3 pour le site des Bordets)
- produire un plan de sobriété hydrique (PSH) par site.

#### MTD 22 :

L'exploitant a précisé en séance que les seuls déchets dangereux liés aux activités IED sont les cuves (IBC) de produit pur et les boues en fond de bacs de traitement. En objectif d'économies et de réduction des déchets, les contenants de produit vides sont repris par le fournisseur pour réutilisation.

Les boues sont envoyées en filière adaptée (avec bordereau de suivi de déchets, tel que précisé plus haut).

#### MTD 30 iii. :

Les IBC (cuves 1000 l) sont stockés sur rétentions individuelles dont le volume disponible contient 100 % du volume des IBC.

Les bacs sont de conception double paroi et munis d'un système de détection de fuite. Ce système est testé en interne mensuellement, et le registre de suivi a été vérifié en séance. Celui-ci n'appelle pas de remarque particulière de l'inspection des installations classées.

#### MTD 30 iv. :

Le dossier de réexamen prévoit que pour contenir d'éventuels déversements, outre la sciure utilisée comme absorbant, des boudins absorbants seraient utilisés pour limiter l'extension de la nappe de produit. Ces boudins n'étaient pas encore commandés lors de la visite d'inspection.

L'exploitant devra se munir de ces boudins absorbants, et transmettre à l'inspection tout justificatif probant (bon de commande, photo des boudins reçus, etc.) dans un délai de 3 mois.

#### MTD 33-b :

Tel que précisé plus haut, la concentration des bains est contrôlée par l'ajout de produit pur à l'aide des dosatrons et d'eau (ajout par vanne contrôlée par minuterie et sécurisation par alarme de niveau haut - « poire »). Afin de maintenir une concentration maîtrisée et optimale, le fournisseur (Adkalis) réalise un suivi mensuel des concentrations des bains à l'aide d'un réfractomètre et une analyse a minima annuelle en laboratoire pour le suivi du bon fonctionnement (quantité et qualité produit). Ce suivi est reporté dans un classeur de suivi pour chacun des bains. L'inspection a vérifié ces classeurs. Ceux-ci précisent la logique de la vérification au réfractomètre qui, avec un abaque, rend compte de la concentration de produit dans le bain.

En revanche il a été soulevé que l'abaque prévoit l'ajout de produit dès lors que la mesure d'indice de réfraction des bains est inférieure à 0,9. Or selon les dires de l'exploitant, la pratique veut que l'appoint soit réalisé lorsque l'indice est inférieur à 1 ou 1,1 pour le produit incolore et 1,2 ou 1,3 sur le bain de produit jaune. Ces valeurs ont été déterminées en mettant en relation les indices de réfraction des bains avec les valeurs précises mesurées lors des analyses en laboratoire. Cela s'explique par le fait que les abaques sont conçus pour des produits purs. De plus, considérant le produit jaune, l'indice de réfraction est aussi influencé par la coloration du produit.

**L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois, formaliser une procédure pour préciser l'adaptation qui est faite sur les abaques de produits pur proposé par Adkalis, et ainsi déterminer clairement les indices de réfractions à partir desquels les ajouts de produits (ou d'eau) doivent être faits sur les équipements propres à Neofor Betemps Bonneville.**

#### MTD 34-c :

Concernant les caractéristiques d'évaporation des produits utilisés, l'exploitant a expliqué qu'un courriel du fournisseur Adkalis apportait des précisions.

**Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmettra ce courriel à l'inspection des installations classées.**

#### MTD 35-a :

Concernant la séparation du bois en paquets au moyen d'entretoises, l'exploitant a précisé en séance son organisation en la matière :

- lorsque le sciage est inférieur à 28 mm il est disposé une baquette chaque 2 rangs.
- lorsque le sciage est supérieur à de 28 mm il est disposé une baguette à chaque rang.

Il n'y a pas de proportion intrinsèque des paniers de trempage (proportion de sciages supérieurs ou inférieurs à 28 mm), cela dépend des commandes et des contraintes de production.

Ce fonctionnement ne provient pas d'obligations réglementaires, il s'agit plutôt de retours de bonnes pratiques, afin notamment d'optimiser le séchage.

Ce fonctionnement n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

#### MTD 46-a et b :

Le dossier de réexamen propose un « *Projet d'amélioration de la couverture de la zone de stockage transitoire des paquets compte tenu de possibles pluies de travers.* » sans davantage de précisions.

En séance l'exploitant a expliqué que ce potentiel projet était une proposition de la part du bureau d'étude, que des solutions complémentaires ont été envisagées mais dont les inconvénients ajoutés sont supérieurs au faible gain escompté (agrandissement des auvents, retour vertical des auvents vers le bas, etc.). En effet, cela accroîtrait les risques de manutention. De plus, comme cela a pu être vérifié lors de la visite des installations, l'avancée actuelle des auvents semble suffisante, et le sol bétonné au droit des stockages sous les auvents des racks Nord et Sud ne présentait aucune trace d'égoutture.

L'exploitant considère qu'il n'est pas nécessaire de prévoir de projet de modification des auvents des zones des racks Nord et Sud. L'inspection des installations classées n'émet pas de réserves quant à cette décision.

La MTD 46-b prévoit un système de collecte des liquides répandus sur les sols imperméables au niveau des zones « *qui ne sont pas en rétention et qui sont exposées à de possibles coulures, déversements, rejets accidentels ou lixiviation des produits chimiques de traitement* ». Considérant ce qui précède, la zone des racks Nord et Sud ne semble pas entrer dans cette description, car n'étant pas susceptible de recevoir de produits chimiques. La MTD 46-b semble donc inadaptée à cette zone.

#### MTD 46-c :

Pour répondre à cette MTD, le dossier stipule : « *Réflexion sur changement de système (automatisation)* ». Lors de la visite d'inspection, objet du présent rapport, l'exploitant a déclaré avoir remplacé le système électronique de son système d'alarme anti-débordement en 2022, afin de garantir un fonctionnement plus fiable.

#### MTD 46-f :

Dans son dossier de réexamen transmis en décembre 2021, l'exploitant ne se positionne pas vis-à-vis de cette MTD.

**L'exploitant devra transmettre, dans un délai d'un mois, un complément à son dossier (ou un dossier mis à jour) afin de préciser son positionnement vis-à-vis de la MTD 46-f.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 15 jours

### N° 3 : Surveillance environnementale - eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.1.8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses semestrielles - eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> 6.1.8.4 — Nature et fréquence des analyses  Les paramètres seront analysés deux fois par an, conformément aux méthodes de référence et aux normes en vigueur, à fréquence d'une fois en période de hautes eaux et d'une fois en période de basses eaux.  Les paramètres recherchés dans les eaux souterraines seront les substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu des activités exercées et des produits de préservation du bois utilisés : acide borique, propiconazole, fenpropimorphe, perméthrine, Tébuconazole, IodoPropynylButylcarbamate (I.P.B.C.) ainsi que les hydrocarbures totaux.  L'exploitant devra informer l'inspection des installations classées de chaque changement de produit de préservation du bois, de substances actives ou de solvant, en lui proposant la liste mise à jour des substances pertinentes à rechercher dans les eaux souterraines.  L'inspection des installations classées validera la nouvelle liste des substances qui devront être recherchées dans les eaux souterraines.  Le cas échéant, la surveillance de la qualité des eaux souterraines pourra être renforcée ou allégée.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, les rapports des mesures dans les eaux souterraines ont été rapidement consultées pour les années 2021, 2022 et 2023. Il a été constaté que les paramètres contrôlés ne sont pas strictement identiques entre les années, ni en cohérence totale avec l'arrêté d'autorisation du site. L'inspection a alors demandé à ce que l'exploitant transmette sous format électronique tous les rapports d'analyses des eaux souterraines de 2021 à 2023, pour un examen plus approfondi « au bureau ». L'exploitant a transmis ces éléments par son courriel du 6 décembre 2023. Il en ressort que : <ul style="list-style-type: none"><li>• les mesures du premier semestre 2021 (rapport DEKRA du 08/09/2021) ont porté sur la température, le pH, l'indice Hydrocarbures (C10-C40), le bore dissous, l'acide borique, l'iodocarbe, le propiconazole, le tebuconazole, la perméthrine, et le fenpropimorphe. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité.</li><li>• les mesures du second semestre 2021 (rapport DEKRA du 20/12/2021) ont porté sur la température, le pH, l'indice Hydrocarbures (C10-C40), le bore dissous, l'acide borique, l'iodocarbe, le propiconazole, le tebuconazole, la perméthrine, et le fenpropimorphe. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité.</li><li>• les mesures du premier semestre 2022 (rapport DEKRA du 08/09/2022) ont porté sur la température, le pH, l'indice Hydrocarbures (C10-C40), le bore dissous, l'acide borique, l'iodocarbe, le propiconazole, le tebuconazole, la perméthrine, et le fenpropimorphe. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité.</li><li>• les mesures du second semestre 2022 (rapport DEKRA du 21/11/2022) ont porté sur la température, le pH, l'indice Hydrocarbures (C10-C40), le bore dissous, l'acide borique, l'iodocarbe, le propiconazole, le tebuconazole, la perméthrine, et le fenpropimorphe. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité.</li><li>• les mesures du premier semestre 2023 (rapport DEKRA du 12/06/2023) ont porté sur la température, le pH, la conductivité instantanée « in situ », l'indice Hydrocarbures (C10-C40), le bore dissous, l'iodocarbe, le propiconazole, le tebuconazole, la perméthrine, et le fenpropimorphe. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité.</li><li>• les mesures du second semestre 2023 (rapport DEKRA du 02/11/2023) ont porté sur la température, le pH, l'indice Hydrocarbures (C10-C40), le bore dissous, l'iodocarbe, le</li></ul>

propiconazole, le tebuconazole, la perméthrine, et le fenpropimorphe. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité. De plus, les piézomètres Vougy 1 et Vougy 2 ont été ajoutés aux analyses.

En d'autres termes, il est à noter que :

- le paramètre « Acide borique » n'est plus analysé depuis 2023
- le paramètre conductivité instantanée « in situ » apparaît sur l'analyse du premier semestre 2023 uniquement

Ces paramètres sont à corrélérer aux exigences de l'article 6.1.8.4 de l'arrêté d'autorisation du site qui impose une analyse sur les paramètres suivants :

- **acide borique,**
- propiconazole,
- fenpropimorphe.
- perméthrine.
- tébuconazole.
- **IodoPropynylButylcarbamate (I.P.B.C.)**
- hydrocarbures totaux

Il ressort donc que le paramètre IodoPropynylButylcarbamate (I.P.B.C.) n'est pas analysé dans les campagnes successives de mesures des eaux souterraines, et que l'acide borique n'a pas été analysé en 2023.

**Compte-tenu des éléments présentés plus haut, l'exploitant devra au plus vite, et dans un délai maximum de 2 mois, faire réaliser une campagne de mesures sur les eaux souterraines se rapportant à l'ensemble des paramètres imposés par l'arrêté d'autorisation du site.**

**L'exploitant apportera une explication à l'inspection sur les différences constatées (mentionnées plus haut) entre les différents rapports de mesures et également avec l'arrêté d'autorisation du site, au plus tard dans un délai de 15 jours.**

**L'exploitant s'assurera que les prochaines mesures sur les eaux souterraines (2 campagnes par an) comportent bien la liste exhaustive des paramètres mentionnés à l'article 6.1.8.4 de l'arrêté d'autorisation du site.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 4 : Surveillance environnementale - eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/06/2016, article 6.1.8.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Télédéclaration GIDAF

**Prescription contrôlée :**

6.1.8.5 - Transmission des résultats

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 6.1.8.4 seront saisis dans le mois suivant leur obtention sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (outil de Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente — GIDAF). Les résultats seront systématiquement accompagnés des commentaires de l'exploitant sur l'évolution observée (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), et le cas échéant sur les origines d'une pollution constatée et les propositions de traitement éventuel. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

**Constats :**

Les analyses sur les eaux souterraines détaillées au point de contrôle précédent ont vocation à être renseignées sur la plateforme Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF). Or, lors de la préparation de la visite d'inspection du 6 décembre 2023, ces résultats d'analyses n'étaient pas renseignés sur GIDAF.

Il est à noter que l'exploitant avait envoyé plusieurs courriels à l'inspection entre janvier et février 2023 afin d'alerter sur des difficultés de remplissage de données d'analyses sur la plateforme GIDAF, joignant notamment les rapports d'analyses par courriel.

**L'exploitant devra s'astreindre à renseigner la plateforme GIDAF dès réception des rapports de mesures.**

**En particulier il renseignera les analyses de 2023 sur la plateforme GIDAF dans un délai d'un mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois